

Tous les ans au début de l'année, le président des Etats-Unis est tenu de faire le point sur l'année écoulée et les perspectives de l'année qui commence. En janvier 2012, Barack Obama entame la dernière année de son premier mandat et sacrifie à la coutume présidentielle remontant aux premières années de l'Union, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est l'occasion de faire le bilan de son mandat. Il évoque dans l'extrait proposé la puissance du pays dans les domaines économique, géopolitique (militaire) et politique.

Le premier paragraphe a trait directement à la puissance économique des USA puisque Obama se déclare prêt à tout « pour ouvrir de nouveaux marchés pour les produits américains ». Au delà de cette déclaration, il s'agit pour le président d'apparaître comme le meilleur représentant et le meilleur défenseur des principes libéraux. C'est ainsi qu'il rappelle les plaintes déposées contre la Chine. Le rappel de l'administration précédente est là aussi dans le cadre d'une année électorale qui commence. Économiquement, les Etats-Unis ont toujours suivi cette direction. Champions du libéralisme dès leur naissance, mais surtout prêts à s'investir partout où l'économie US peut prospérer. Cette liberté de commercer fit partie des buts de guerre, en 1917 comme en 1939. La question chinoise devient obsédante pour les USA vu que ce pays grimpe lentement mais sûrement vers la place de 1<sup>er</sup> PIB mondial.

Si l'on suit la progression du discours d'Obama, les éléments de la puissance militaires apparaissent clairement. Le deuxième paragraphe aborde les retraits américains des théâtres militaires d'Irak et d'Afghanistan. Le quatrième paragraphe évoque le régime iranien, objet de toute l'attention et de toutes les surveillances de l'administration américaine. On peut difficilement faire l'impasse sur l'histoire chaotique des relations américano-iraniennes. Après un soutien inconditionnel au Shah qui est passé par le soutien de la CIA à l'éviction de Mossadegh en 1953, les USA avaient en Reza Pahlavi un allié solide jusqu'en 1979. Avec la révolution islamique de l'ayatollah Khomeiny, et la prise d'otages de l'ambassade américaine de Téhéran, les relations étaient des plus hostiles. Aujourd'hui, en 2016, l'Iran est en passe de redevenir un partenaire des USA avec les accords sur le nucléaire et le rétablissement des relations. Mais en 2012, il n'en était pas encore question. Obama a par ailleurs retiré les troupes US des deux guerres entamées sous l'administration Bush après les attentats du World Trade Center de 2001. En Afghanistan, le bilan semble être nul puisque aucune avancée n'a pu sortir du conflit déclenché pour arrêter Ben Laden dès l'hiver 2001. Il fut assassiné par un commando en 2011 alors qu'il était dans une maison au Pakistan. L'opération irakienne semble elle créditée d'un bilan négatif puisque la stabilité du pays a été à ce point ébranlée que l'on voit aujourd'hui l'Etat Islamique diriger une bonne partie du pays et lancer des attaques dans le monde entier.

Ces interventions dans le monde et cette attitude hostile vis à vis de certains pays reste là encore une tradition américaine du deuxième XX<sup>e</sup> siècle. Les USA étaient en effet plutôt de tendance isolationniste jusqu'à la seconde guerre mondiale. Les interventions se sont multipliées à la faveur de cette guerre et de la guerre froide. Présents sur tous les fronts, en Asie, comme en Europe, fournissant des armes à tous y compris l'URSS, cet « arsenal de la démocratie » a permis de 1941 à 1945 de gagner la guerre contre l'Axe Berlin-Rome-Tokyo. Mais par la suite, les USA se sont érigés en défenseur du « monde libre » selon les termes de la doctrine Truman (mars 1947), proposant le plan Marshall (1948-1952), intervenant en Corée (1950-1953), puis au Vietnam (1964-1975).. Quelle que soit la bannière, celle de l'ONU ou celle des « stars and banners », les GI sont prêts à intervenir tout au long de la guerre froide au nom de la démocratie et éventuellement aussi pour défendre les intérêts américains. C'est encore le cas dans le discours d'Obama qui assure de lutter « contre ceux qui menacent nos citoyens, nos amis et nos intérêts ».

Le dernier volet évoqué dans le troisième paragraphe est idéologique, en lien avec ce que l'on vient de voir. Les Etats-Unis d'Obama se veulent défenseurs des « droits et la dignité de toutes les personnes humaines », soutenant les politiques favorisant « l'émergence de démocraties solides et stables », comme il l'espère en évoquant les printemps arabes dans ce troisième paragraphe. Si les opérations en Irak contredisent ce but, les USA ont toujours été là pour aider les régimes

démocratiques. Ce fut le cas, bien entendu lors de la guerre froide. Mais ces interventions sont parfois attendues en vain. On se souvient de l'absence de réaction au début des guerres de l'ex-Yougoslavie ou du génocide rwandais. Dulles se défendait lui même dans les années 1950 d'intervenir en Amérique latine au nom des seuls intérêts du pays. Il est bien évident que les interventions US ont souvent un faisceaux de causes multiples dans lesquelles les intérêts économiques sont souvent présents, sauf peut-être en 1992 lors du débarquement en Ethiopie. Cela faisait dire à Clinton en 1997 que les Usa n'étaient pas les « gendarmes du monde » ce que semblent redire Obama au début du 4eme paragraphe « nous protégerons la sécurité des Etats-Unis ».. pas le monde ! Dans tout ce texte une région en particulier est l'objet de toutes les attentions : le Proche Orient. Les USA sont présents dans cette région pour leurs intérêts pétroliers depuis les années 1920 mais d'autant plus après les accords du Quincy de 1945, par lesquels les Usa échangent des livraisons régulières de pétrole contre une protection de l'Arabie Saoudite. Cet engagement-là contredit un autre engagement qu'Obama appelle « attachement absolu – et je dis bien absolu- à la sécurité d'Israël » depuis sa création en 1948. Ainsi, devenant une puissance du Proche Orient, les USA interviennent dans la région pour soutenir à la fois l'un et l'autre, la puissance sunnite de la région, référence de l'Islam et le petit pays juif greffé avec l'accord des occidentaux sur le littoral du Levant et qui fait tout pour survivre dans un environnement arabe et musulman hostile.

Le dernier paragraphe nous permet de conclure sur la puissance en général du pays de l'Oncle Sam. Il évoque le « renouvellement du leadership » ainsi que cette Amérique qui « est de retour ». Il ne faut sans doute pas se méprendre sur l'utilisation de cette phrase attribuée à Reagan dans les années 1980. Car Obama n'est pas Reagan. Outre la différence de parti, le « retour » du républicain Reagan était celui de l'Amérique conquérante, qui refusait de s'affadir et de s'affaiblir dans ces « golden seventies » proches de l'échouage quand on pense à la guerre du Vietnam, au scandale du watergate (1972-1974) et la fin de la convertibilité du dollar (1971). Reagan eut un sursaut quasi nationaliste face à cela. Avec l'élection du démocrate Obama, premier noir à la maison blanche, c'est une autre Amérique qui est de retour, celle de la liberté et des droits civiques , loin des excès des réactions des deux mandats Bush (2000-2008). Obama a été mené à la Maison Blanche par une vague de ras-le-bol de la politique va-t-en-guerre de George Bush qui n'a pas mené à de grands résultats. On trouve étonnant qu'il se sente obligé de parler de l'erreur de « quiconque vous dirait que les Etats-Unis sont en déclin », car effectivement au début des années 2010 on parle souvent de ce déclin, du fait que les USA ne sont plus la première puissance. IL est certain qu'ils le sont encore, mais la concurrence est dure, comme celle qu'ils ont mené contre la Grande Bretagne, un siècle auparavant. Oui les Etats-Unis sont concurrencés, ils sont même dépassés par certains pays dans tel ou tel domaine. Il n'en reste pas moins que les Usa sont la puissance la plus complète en termes de Hard power comme de soft power.

Aujourd'hui, en 2016, Obama ne peut plus se représenter, décision prise après les 4 mandats de Roosevelt. Le monde reste dans l'expectative de celui (ou celle) qui prendra la tête des USA dans un contexte mondial troublé par la montée en puissance de l'Etat Islamique.